

Je prend la parole ce soir au nom des Verts des Yvelines, du Val d'Oise, et plus généralement au nom des Verts de toute la région Ile de France, et ce pour exprimer **notre totale opposition à toute construction d'autoroute supplémentaire en Ile de France.**

La Direction Régionale de l'Équipement est ici la représentante de l'état, et le dossier qu'elle défend à cette occasion est la traduction directe d'un choix politique : celui de privilégier le TOUT ROUTIER au détriment des autres moyens de transports, et ce en totale contradiction avec les engagements de l'état (charte de l'environnement) et de la région (éco-région).

Ce n'est donc pas du choix entre 5 tracés dont il est question, mais bien de la politique des transports et de l'aménagement du territoire que nous souhaitons mettre en œuvre aujourd'hui pour répondre aux enjeux de demain.

- Premier enjeu : Etre en mesure de faire face à la crise énergétique qui s'annonce : le prix du baril de pétrole est à plus de 70\$ aujourd'hui, de nombreux spécialistes estiment qu'il pourrait très bien se situer à plus de 100\$ dans la décennie à venir (tensions géopolitiques, augmentation de la demande, raréfaction annoncée des réserves mondiales). **Et il n'existe à ce jour aucune alternative crédible à l'utilisation du pétrole dans le secteur des transports ;**
- Deuxième enjeu : Respecter nos engagements dans la lutte contre l'effet de serre : la part transport représente près d'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre. Alors comment, avec l'aveu d'une augmentation allant jusqu'à 38% pour ce seul projet (cf Rapport de la DRE), l'Etat sera-t-il en mesure de respecter ses engagements dans le cadre du protocole de Kyoto ? (engagements qui impliquent une division par 4 du total de nos émissions pour 2050) ; Pour faire le lien avec ce que j'ai dit précédemment, **la hausse des prix des énergies fossiles, dont l'utilisation est responsable de 80% des émissions de gaz à effet de serre, ne pourrait être une chance, mais elle ne le sera réellement que si nous savons en tirer parti en réorientant nos choix de société.**
- Et enfin les enjeux sociaux : tous les Franciliens, quelque soit leur niveau de vie, doivent pouvoir se déplacer localement vers les communes, les départements voisins, de banlieue à banlieue et vers Paris, que ce soit pour les trajets domicile-travail comme pour les loisirs, ceci à moindre coût, **et dans le respect de l'environnement et de la santé des populations.**

Tabler aujourd'hui sur une inéluctable augmentation du trafic routier à l'horizon 2020 c'est faire preuve de la plus totale irresponsabilité. **Une véritable politique d'avenir, ce ne peut être qu'une politique qui se donne pour objectif prioritaire une diminution drastique de la circulation routière en général, et en particulier celle des poids lourds !**

Cela passe par la prise de conscience que nous devons :

- d'une part, nous inscrire dans une volonté politique de **relocalisation de l'économie** induisant, entre autres, la réduction nécessaire des transports longue et moyenne distance ;
- et d'autre part **doter notre région d'une infrastructure de transports moins polluants et économes en énergie**, donc basée essentiellement, pour les marchandises, sur le ferroutage, le fret ferroviaire et la voie d'eau, et pour les personnes, sur les transports collectifs et les modes de circulation douce (le vélo et la marche à pied).

Sur un plan local, les actions prioritaires sont donc :

- aménager la RN184, dans une optique de trafic en diminution, de manière à supprimer les nuisances et améliorer la sécurité pour les riverains,
- augmenter l'offre et la diversité de transports collectifs (trains et bus, avec une vraie GCO, et pas un bout de tangentielle) et diminuer les tarifs d'accès,
- favoriser les modes de circulation douce pour les trajets de proximité et pour les trajets permettant de drainer les habitants vers les gares (pistes cyclables, parkings à vélo sécurisés), comme cela se fait déjà en Europe du nord...
- développer, pour les marchandises, l'inter modalité rail / voie d'eau / route.

Si l'autoroute est réalisée, ce que l'on constatera, c'est bien :

- la confiscation par la route du budget transport au détriment des véritables priorités,

- des encombrements supplémentaires,
- une intensification inadmissible du trafic poids lourds,
- de nouvelles atteintes grave à la santé publique et de nouvelles nuisances sonores,
- des dégradations majeures de l'environnement local,
- et enfin un accroissement irresponsable des émissions de gaz à effet de serre.

C'est pourquoi nous invitons tous les Franciliens à s'opposer avec nous au prolongement de l'A104, et ce quel qu'en soit le tracé !

Merci de votre attention.